

Financer la transition écologique et énergétique

Déclaration du groupe de la CGT

Financer la transition écologique, c'est financer des investissements. Là, deux logiques s'affrontent : rechercher la rentabilité financière par l'accumulation de capital matériel et financier au prix du gaspillage des ressources naturelles et de l'exploitation du travail ; ou bien économiser l'énergie et les matières premières pour pouvoir dépenser davantage pour l'emploi, la recherche, la formation, les services publics et améliorer ainsi le bien-être des habitants de la planète.

L'avis ne choisit pas toujours entre ces deux logiques. Par exemple, vous évoquez la « sobriété énergétique » mais vous reconnaissez l'urgence d'une amélioration du niveau de vie pour un grand nombre de nos concitoyens, avec une réforme générale des prélèvements obligatoires, une progressivité suffisante de la fiscalité et une réduction de la TVA sur les produits de première nécessité. Rappelons que 8 millions de Français vivent en situation de précarité énergétique. Prenons garde aux effets sociaux du « signal-prix » : nous ne sommes pas convaincus qu'une hausse du prix de l'énergie soit inéluctable.

Vous soulignez que le développement d'une main-d'œuvre fortement qualifiée est une condition importante de réussite et que les critères qui guideront les investissements écologiques doivent donc prendre en compte leur effet en termes d'emplois et d'actions de formation. En retour, à pression fiscale égale, les prélèvements obligatoires dégageront d'autant plus de ressources pour la transition écologique que les revenus sur lesquels ils sont assis se développeront de façon dynamique.

Vous notez que la dette publique peut être utile pour financer les investissements. Mais nous ne partageons pas votre enthousiasme pour un « grand emprunt », ni pour la création d'une institution financière dédiée à la transition énergétique.

En revanche, comme vous le soulignez, tout développement économique exige une création monétaire qui anticipe la création de richesses supplémentaires. C'est là le rôle - crucial - du système bancaire. Vous préconisez en effet, de mobiliser la création monétaire au niveau national et européen, *via* un refinancement à bas coût, par la BCE, de crédits à objectifs écologiques - et sociaux ajouterions-nous pour notre part. En vous appuyant sur les travaux antérieurs du CESE, vous avez su vous affranchir, sur ce point, de ce qui reste trop souvent un tabou en-dehors de notre assemblée.

Malgré nos réserves sur certains aspects de votre vision de la transition écologique et de son financement, la CGT a voté l'avis.